



Déclaration liminaire CAPA des COP/DCIO du mercredi 15 juin 2016 Mouvement intra académique

Cette année encore, ce n'est pas le mouvement intra des COP qui va nous donner beaucoup de travail. Faut-il pour autant se réjouir de cette situation ?

C'est pour nous plutôt un signe de mauvaise santé de ce métier pour lequel le ministère ouvre très modestement les portes des concours au regard des besoins et pour lequel la mue vers le corps des psychologues de l'EN semble très douloureuse.

Les questions qui préoccupent actuellement les services d'orientation dépassent largement le périmètre de cette CAPA :

la carte cible des CIO, leurs moyens de fonctionnement, l'évolution des missions des personnels dans le cadre de la création du corps unique des psychologues de l'Education Nationale.

Loin géographiquement, les CIO sont les oubliés du rectorat : aucune équipe d'entretien ne se déplace, par exemple à Altkirch ou à Saint Louis, ce sont les personnels qui prennent des risques et s'acquittent de tâches hors de leurs missions.

Pour les restrictions budgétaires, par contre, les CIO sont traités comme des services du rectorat sans tenir compte de leur fonctionnement et de leurs spécificités majeures : l'accueil du public et l'itinérance des personnels.

Les difficultés de fonctionnement signalées sans relâche et sans résultat conduisent les COP et les DCIO, maintenus dans cette situation depuis de trop nombreuses années, à alterner les sentiments de révolte, de résignation et de démotivation.

Nos inquiétudes portent aussi sur la carte cible des CIO. Nous attendons la mise en place du comité de pilotage émanant du CTA, annoncé par Madame la Secrétaire générale lors du CTA du 22 février dernier.

Notre région a besoin, comme toutes les autres régions, d'un service public fort, assurant un maillage territorial équilibré pour permettre à tous les citoyens d'être traités à égalité en termes d'accès aux services publics et plus précisément ici d'accès à l'information et au conseil en orientation. Le réseau de CIO retenu dans la carte cible doit permettre de maintenir cet égal accès au conseil en orientation sur l'ensemble du territoire de l'académie.

4 mois après l'annonce en CTA, nous souhaitons connaître le calendrier prévu pour le comité de pilotage ainsi que le principe de représentativité retenu pour sa composition.

Concernant la création du corps unique des psychologues de l'Education Nationale, **le Sgen-CFDT défend le droit au conseil pour tous les publics, droit réaffirmé dans la loi de novembre 2014.** Le droit à l'entretien-conseil en établissement scolaire et au CIO doit être affirmé dans sa dimension d'aide à la construction du projet du jeune, à sa capacité à investir le présent et à se projeter dans l'avenir. La profession ne doit pas se laisser enfermer dans le seul rôle d'expertise auprès des publics désignés en difficulté et les seuls publics scolaires. Il faut au service public plus de moyens humains pour mieux assurer ce rôle de conseil en orientation, qui est une vraie demande sociale.

Pour le Sgen-CFDT, le ministère doit soutenir les missions des CIO, services publics reconnus des usagers et **garantir à ses personnels COP et DCIO une amélioration de leur régime statutaire et indemnitaire** car sur le plan indemnitaire les inégalités se sont encore creusées entre les deux spécialités.

C'est l'attractivité même de la spécialité EDCO (Education, Développement et Conseil en Orientation) qui est en jeu, puisqu'avec le même master, il sera possible d'exercer son métier dans le 1^{er} degré en rendant compte de 24 h hebdomadaires (contre 27 pour le 2nd degré) de son emploi du temps sur 36 semaines (39 pour le 2nd degré) tout en touchant 120 euros brut par mois en plus ! Un corps unique ne peut se mettre en place avec de telles inégalités de traitement entre les agents. D'autant que ces inégalités n'ont aucune justification si ce n'est entériner une situation de fait. **Le Sgen-CFDT revendique donc auprès du ministère l'alignement sur le 1^{er} degré comme une mesure d'équité d'urgence.**

26 postes seront vacants après le mouvement, chiffre qui augmente chaque année. Pour mémoire, le nombre de postes vacants après le mouvement s'élevait à 18 en 2011 et en 2012, 22 en 2013, 23 en 2014 et 25 en 2015. Plusieurs contractuels vont signer un CDI en septembre prochain. Le nouveau corps des psychologues de l'EN prévoit un recrutement niveau M2 au concours 2017. Qu'est-il mis en place au niveau académique auprès des contractuels recrutés à niveau M1 alors que la loi exige d'avoir un M2 pour faire usage du titre de Psychologue ?

Va-t-on leur proposer une formation accélérée, une VAE ? Est-ce envisagé ? Peut-on avoir la garantie aujourd'hui que tous les nouveaux contractuels recrutés seront titulaires d'un M2 ?

Les élus SGEN-CFDT siégeant à la CAPA COP/DCIO

Dominique BERNE

Georgette KOHLER

Virginie KEITH

Béatrice SAPHY

David SCHWAB

Christophe FENNINGER